

[Text]

Senator Perrault: Do you want to see the Senate Committee hang tough and vote against this proposal if we cannot make the changes to it that you think are necessary ?

Mr. Crook: By all means.

Senator Barootes: I have only one question, Mr. Chairman. Mr. Juniper, you have quoted the Decima Research Survey. When was that survey prepared?

Mr. Juniper: I believe it was carried out in February.

Senator Barootes: I think it was in January 1990, a little early, before much information was out.

Mr. Chrétien has indicated that he is opposed to the Grit-dominated Senate killing the proposed GST. That was reported on June 25 of this year. What is your reaction to that?

Mr. Crook: Mr. Chrétien made a mistake when he issued that statement.

Senator Barootes: We think he did, too.

Senator Hastings: Before I pose my question, Mr. Chairman, I wish to place on the record that Mr. Chrétien did not say that. He repeated that he was misquoted in that rag of an *Ottawa Sun* that has become such a source of information to the Honourable Senator Barootes.

Dealing with the 1.25 per cent figure, the government continually trots out its sources—the Economic Council of Canada and everyone else who has arrived at that same figure—but what Senator Barootes does not seem to understand is that all of those institutions and sources arrive at that figure working on the same two assumptions, and that those two assumptions have been proved false by every person coming before this committee.

The first assumption is that the reduction in the manufacturers' sales tax will be passed on to the consumer. Everyone who has come before us has pointed out that we should not expect that and cannot anticipate it; that it is false. The second assumption is that labour will make reasonable wage demands. Labour unions will protect their members, and every representative who has come before us has said that. Those two assumptions have been proven false. Therefore the 1.25 per cent figure is false.

What Senator Barootes cannot understand is that the people of Canada no longer believe the minister. They don't believe this government, which has totally lost credibility with the people of Canada.

Senator Perrault: New Zealand suffered a 6 per cent rise in inflation the first year after the VAT was introduced. A depression followed shortly thereafter.

The Chairman: Obviously, gentlemen, you have managed to raise the pressure of this committee, which is good. We thank you, Mr. Crook and Mr. Juniper, for presenting labour's point of view.

Senator Barootes: Perhaps I could read to my friend the French version of what Mr. Chrétien said.

[Traduction]

Le sénateur Perrault: Souhaitez-vous que le Comité sénatorial fasse preuve de fermeté et rejette cette taxe si nous ne pouvons la modifier dans le sens qui vous paraît nécessaire?

M. Crook: Certainement.

Le sénateur Barootes: Je n'ai qu'une question, monsieur le président. Monsieur Juniper, vous avez cité un sondage d'opinion de Décima. Quand a-t-il été effectué?

M. Juniper: Je pense que c'était en février.

Le sénateur Barootes: Je pense que c'était en janvier 1990, un peu tôt, avant que l'on sache grand-chose du projet.

M. Chrétien a fait savoir qu'il est opposé à ce que le Sénat, dominé par les Libéraux, fasse obstacle au projet de TPS. C'est ce que l'on a pu lire dans la presse le 25 juin de cette année. Comment réagissez-vous?

M. Crook: M. Chrétien a fait une erreur en disant cela.

Le sénateur Barootes: Nous le pensons aussi.

Le sénateur Hastings: Avant de poser ma question, monsieur le président, je tiens à faire savoir que M. Chrétien n'a pas dit cela. Il n'a cessé de démentir le propos que lui a prêté le *Ottawa Sun*, ce torchon qui est devenu une tellement grande source d'information pour l'honorable sénateur Barootes.

Pour ce qui est du chiffre de 1,25 p. 100, le gouvernement ne cesse d'étaler ses sources—le Conseil économique du Canada et tous ceux qui sont parvenus au même résultat que lui—mais ce que le sénateur Barootes ne semble pas comprendre, c'est que toutes ces sources et tous ces instituts partent des deux mêmes postulats, deux postulats dont tous les témoins ayant comparu à ce Comité ont prouvé qu'ils sont erronés.

Le premier est que la réduction de la taxe sur les ventes des fabricants sera répercutée dans les prix à la consommation. Tous ceux qui ont comparu ici nous ont dit qu'il ne fallait pas y compter, que ce ne serait pas le cas. Le deuxième postulat est que les syndicats formuleront des revendications salariales raisonnables. Les syndicats vont protéger leurs membres et tous leurs représentants qui ont comparu ici nous l'ont dit. Il est donc avéré que ces deux postulats sont erronés. Par conséquent, le chiffre de 1,25 p. 100 est erroné.

Ce que le sénateur Barootes ne peut comprendre, c'est que les Canadiens ont cessé de faire confiance au ministre. Ils ne croient plus à ce gouvernement, qui a perdu toute crédibilité aux yeux des Canadiens.

Le sénateur Perrault: La Nouvelle-Zélande a enregistré une hausse du taux d'inflation de 6 p. 100 la première année après l'introduction de la TVA. Une dépression s'en est suivie peu après.

Le président: À l'évidence, messieurs, vous avez réussi à faire grimper la tension de ce Comité, ce qui est une bonne chose. Nous vous remercions, monsieur Crook et monsieur Juniper, de nous avoir présenté le point de vue syndical.

Le sénateur Barootes: Je pourrais peut-être lire à mon ami la version française de la déclaration de M. Chrétien.